

**MARYVONNE VERDIER-PICHON**  
**COMMISSAIRE AUX COMPTES**

---

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE D'ANGERS  
N° TVA Intracommunautaire : 85392757357

**Agence Départementale d'Information  
du Logement de Maine et Loire (ADIL)**

**Siège social : 49100 - ANGERS  
312 avenue René Gasnier**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

Aux Membres de  
**L'Association « Agence Départementale d'information sur le Logement de Maine et Loire »,**  
312, avenue Gasnier  
49100 ANGERS

**I - Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 10 juin 2022.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II - Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de mon rapport.



## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur le point suivant exposé à la page 8 de l'annexe : « Fonds dédiés et reportés ».

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des Associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration en date du 10 juin 2022 auquel je n'ai pas été convoquée et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résultat d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;



- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Angers, le 20 juin 2022

  
Maryvonne VERDIER PICHON  
Commissaire aux Comptes

# In Extenso

*Associations, Fondations, Fonds de dotation*

## **ASSO ADIL 49**

Comptes annuels

Bilan au 31/12/2021

MAISON DE L'ARCHITECTURE

49100 ANGERS

**SIRET : 49998880600018**

**IN EXTENSO ANGERS**

2 boulevard Albert Blanchin  
49010 Angers cedex

Tél : 02 41 80 18 18

# Comptes annuels

# Bilan Passif

	31/12/2021	31/12/2020
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	550 071	478 162
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-25 069	71 909
<b>Situation nette</b>	<b>525 001</b>	<b>550 071</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>525 001</b>	<b>550 071</b>
Comptes de liaison		
<b>TOTAL II</b>		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	72 000	
<b>TOTAL III</b>	<b>72 000</b>	
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	9 194	6 783
<b>TOTAL IV</b>	<b>9 194</b>	<b>6 783</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 695	10 974
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	73 758	59 766
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL V</b>	<b>89 453</b>	<b>70 739</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL VI</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>695 649</b>	<b>627 593</b>



# Compte de résultat (Suite)

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>		
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	1 500	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>1 500</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-1 500</b>	
Participations des salariés aux résultats	<b>VII</b>	
Impôts sur les bénéfices	<b>VIII</b>	
	<b>32</b>	<b>34</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>564 207</b>	<b>509 365</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>589 276</b>	<b>437 457</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-25 069</b>	<b>71 909</b>
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

# PRESENTATION GENERALE

## Activités de l'Association :

- Informer et conseiller tous les publics (particuliers, professionnels, élus et acteurs de l'habitat) sur toutes les questions juridiques, financières et fiscales en matière de logement.
- L'ADIL 49 assure une mission de suivi et d'évaluation des politiques de l'habitat mises en œuvre sur le département de Maine et Loire, en lien avec la délégation des aides à la pierre et le Plan Départemental de l'Habitat.
- Chargée de l'accompagnement des accédants en difficulté, l'ADIL 49 accompagne en particulier les ménages en situation d'impayés de prêts liés à leur accession à la propriété.

L'Association a un effectif de 8 salariés au 31 décembre 2021.

## Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

Le lieu d'exploitation de l'activité de l'Association est situé au 312 avenue René Gasnier, Maison de l'Architecture, 49100 ANGERS.

# Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Faits caractéristiques

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la promulgation de plusieurs états d'urgence sanitaire constituent des événements majeurs au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021. A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences connues ou probables à la date d'arrêté des comptes.

L'entreprise constate que ces événements ont eu peu d'impact significatif sur son activité depuis mi-mars 2020, et ne remettent pas en cause la continuité d'exploitation.

## Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la promulgation d'un nouvel état d'urgence sanitaire dans le cadre de la loi n°2021-160 du 15 février 2021 ont pu avoir des impacts sur l'activité de l'entreprise. L'état d'urgence sanitaire précité a pris fin au 1er juin 2021 et la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 a instauré un régime transitoire de sortie de crise qui s'étend jusqu'au 15 novembre 2021.

Les incidences de ces événements liés à une situation existant à la date de clôture de l'exercice, sont prises en considération dans les comptes, selon les modalités définies au paragraphe de l'annexe relatif aux "informations au titre des événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice".

Néanmoins, la situation actuelle étant évolutive, tant au regard de la dégradation des conditions d'activité que des mesures de soutien que le Gouvernement propose jour après jour, les comptes ne prennent en compte que les éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes. Dans ces conditions, une information complémentaire sera communiquée si nécessaire à l'occasion de l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes, c'est-à-dire si des événements importants intervenus entre la date d'arrêté des comptes et la présentation de ces comptes à l'assemblée générale impactent l'activité et la situation financière de l'entreprise, sans pour autant nécessiter de modifier les comptes déjà arrêtés.

## Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 0.98 %.

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

Le montant des engagements de départ au 31 décembre 2021 sont constatés comptablement pour un montant de 9 194 euros au passif du bilan.

#### **Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 3 894 euros toutes taxes comprises.

#### **Fonds dédiés et reportés**

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 72 000 €

#### **Contributions volontaires en nature**

L'Association ne dispose pas de contributions volontaires en nature au 31 décembre 2021.

# Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	16 462		3 792
<b>TOTAL</b>	<b>16 462</b>		<b>3 792</b>
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	2 234		
Matériel :			
- De transport	27 971		
- De bureau et informatique, mobilier	43 138		2 450
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
<b>TOTAL</b>	<b>73 343</b>		<b>2 450</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
<b>TOTAL</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>89 805</b>		<b>6 242</b>
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			20 254
<b>TOTAL</b>			<b>20 254</b>
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagements const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagements divers			2 234
Matériel :			
- De transport			27 971
- De bureau et informatique, mobilier			45 588
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
<b>TOTAL</b>			<b>75 793</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
<b>TOTAL</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>96 047</b>

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

- 9 -

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES  
M. VERDIER-PICHON

# Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		16 462	458		16 920
TOTAL		16 462	458		16 920
Terrains					
Constructions - Sur sol propre					
: - Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel					
Installations générales, agencements et aménagements divers		2 078	156		2 234
Matériel de transport		27 971			27 971
Matériel de bureau et informatique, mobilier		33 434	5 257		38 692
Emballages récupérables et divers					
TOTAL		63 483	5 414		68 897
TOTAL GENERAL		79 945	5 872		85 817

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires		Dotations		Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement et dvp.						
Donations temporaires d'usufruit						
Autres postes d'immo. incorp.						
TOTAL						
Terrains						
Constructions - Sur sol propre						
: - Sur sol d'autrui						
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.						
Inst. tech. mat. et outil. indus.						
Inst. gales, agenc. et aménag. divers						
Matériel de transport						
Mat. de bureau et info. mob.						
Emballages récup. et divers						
TOTAL						
Frais d'acq. de titres de particip.						
TOTAL GENERAL						
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices		Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

# Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	404	404	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	2 269	2 269	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	19 000	19 000	
Charges constatées d'avance	2 318	2 318	
<b>TOTAL</b>	<b>23 991</b>	<b>23 991</b>	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

# Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	15 695	15 695		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	32 052	32 052		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	29 748	29 748		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	11 958	11 958		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>89 453</b>	<b>89 453</b>		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice



## Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	478 162	71 909			550 071
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	71 909	-71 909	-25 069		-25 069
<b>Situation nette</b>	<b>550 071</b>		<b>-25 069</b>		<b>525 001</b>
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>550 071</b>		<b>-25 069</b>		<b>525 001</b>

## Variations des fonds dédiés

	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Montant global	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
				dont amort.			Montant global	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Subvention DDTS		72 000					72 000	
<b>TOTAL</b>		<b>72 000</b>					<b>72 000</b>	
Contributions financières d'autres organismes								
<b>TOTAL</b>								
Ressources liées à la générosité du public								
<b>TOTAL</b>								
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>72 000</b>					<b>72 000</b>	

## Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
<b>TOTAL</b>				
Donations temporaires d'usufruit				
<b>TOTAL</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>				

# Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentatio Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
<b>Provisions réglementées</b>					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
<b>TOTAL I</b>					
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires	6 783	2 411			9 194
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>TOTAL II</b>	<b>6 783</b>	<b>2 411</b>			<b>9 194</b>
<b>Provisions pour dépréciations</b>					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
<b>Total III</b>					
<b>TOTAL GENERAL ( I+II+III)</b>	<b>6 783</b>	<b>2 411</b>			<b>9 194</b>
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation		2 411			
- financières					
- exceptionnelles					

# Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 817	10 694
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	57 318	45 524
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
<b>TOTAL</b>	<b>69 134</b>	<b>56 218</b>

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Créances clients, usagers et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	19 404	5 274
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>19 404</b>	<b>5 274</b>

Commentaire

# Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2021	31/12/2020
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2021	31/12/2020
Charges :	- D'exploitation	2 318	2 071
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		2 318	2 071

**MARYVONNE VERDIER-PICHON**  
**COMMISSAIRE AUX COMPTES**

---

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE D'ANGERS  
N° TVA Intracommunautaire : 85392757357

**Agence Départementale d'Information  
du Logement de Maine et Loire (ADIL)**

**Siège social : 49000 - ANGERS  
312 avenue René Gasnier**

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

**Agence Départementale d'Information  
du Logement de Maine et Loire (ADIL)**

**Siège social : 49000 - ANGERS  
312 avenue René Gasnier**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

Aux Membres de  
L'Association « Agence Départementale d'information sur le Logement de Maine et Loire »,  
312, avenue Gasnier  
49100 ANGERS

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisée ou que j'aurais découvert à l'occasion de ma mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, je n'ai pas été avisée de conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Je porte à votre connaissance la convention suivante :

### **Convention de mise à disposition des locaux au sein de la M.A.T.P signée avec l'ADIL et entretien des locaux.**

Personne concernée :

Monsieur Gilles Leroy, Président de l'ADIL depuis 2017 et jusqu'au 21 décembre 2021.

Nature et objet :

- Le 17 septembre 2007, votre association a signé avec le C.A.U.E (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) de Maine et Loire,
  - o ayant vocation à promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement dans le département du Maine et Loire,
  - o ayant acquis des locaux conformes à cette vocation et mis en place une Maison de l'Architecture, des Territoires et du Paysage (MATP),une convention d'occupation à titre gratuit mais avec participation aux frais de fonctionnement.

Monsieur Gilles Leroy en est le Président.

Modalités

Votre association acquitte chaque trimestre les charges afférentes à cette convention et mensuellement les frais d'entretien des locaux depuis mars 2016 .

Le montant des charges comptabilisées en frais de locations immobilières au cours de l'exercice 2021 par l'ADIL est de 22 557.56 € et de 6 569.80 € pour l'entretien des locaux.

L'an passé, ceux-ci étaient respectivement de 18 290.35 € et de 4 909.80 €.

Fait à Angers,  
Le 20 juin 2022

Maryvonne VERDIER PICHON  
Commissaire aux Comptes